

Villes en transition : vers une économie conviviale

Claire Wiliquet

DANS **REVUE PROJET** 2011/5 n° 324 - 325 , PAGES 83 À 88
ÉDITIONS **C.E.R.A.S**

ISSN 0033-0884

DOI 10.3917/pro.324.0014

Date de mise en ligne : 19/12/2011

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-projet-2011-5-page-83?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour C.E.R.A.S.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.



Villes en transition : vers une économie conviviale

Claire Wiliquet

Pour plus de la moitié, l'humanité est désormais urbaine. Aussi la transition écologique ne peut-elle faire l'impasse sur la conversion des villes vers un modèle plus sobre en énergie. L'expérience très concrète née outre-Manche pour répondre à ce défi fait tache d'huile.

Il y a aujourd'hui consensus parmi les analystes des réserves pétrolières : la production de pétrole atteindra très prochainement un pic, puis déclinera. Notre dépendance au pétrole est telle que la préparation à sa déplétion concerne tous les niveaux du monde social : il s'agit pour eux de construire leur résilience face au choc imminent d'une raréfaction des ressources pétrolières, afin que la transition d'une société très dépendante des énergies fossiles à une société où ces énergies sont rares se passe dans les meilleures conditions possibles, sans heurt et sans tension. C'est dans cette dynamique que s'inscrivent les villes en transition.

Mouvement de transition

Le mouvement des villes en transition est né en 2005 à Kinsale, en Irlande, à l'initiative de Rob Hopkins de l'Université de Kinsale. Aujourd'hui, de nombreux projets sont en route un peu partout en Occident, dont une centaine sur le territoire britannique. En Belgique, c'est l'association les Amis de la terre qui, en 2007, a popularisé le concept. L'échelle des projets n'étant pas toujours celle de la commune, on parle aussi d'initiatives en transition. Un réseau s'est

Claire Wiliquet est chargée de formation au Centre Avec (Bruxelles), centre de recherche en sciences sociales. Elle est diplômée en population et développement et en communication et information. Une version plus étoffée de ce texte, avec des références bibliographiques utiles, est disponible sur www.centreavec.be.

créé – Transition Network – chargé de soutenir les initiatives qui cherchent à se mettre en place.

Si l'objectif est de préparer une transition vers une économie moins dépendante du pétrole, le mouvement veut aussi prendre en compte la question du réchauffement climatique. Sinon, la recherche de solution pour l'un risquerait d'amener des externalités négatives pour l'autre. En palliant la diminution des réserves pétrolières par l'utilisation du charbon liquéfié, par exemple, on aurait recours à une ressource énergétique qui libère jusqu'à trois fois plus de CO₂ que le pétrole. Ne se préoccuper, inversement, que du réchauffement climatique, c'est s'enfoncer dans l'urgence : celle d'une diminution de l'offre de pétrole et d'une augmentation de son prix, qui risque fort de provoquer une récession économique. Celle-ci compromettrait les investissements dans la recherche et le développement des énergies alternatives. Face au double défi de la déplétion et du réchauffement, la solution passe par une réduction drastique de la consommation d'énergie. C'est en élaborant des plans de descente énergétique que les villes construisent leur résilience.

En choisissant la sobriété énergétique, les initiatives de transition s'inscrivent dans une optique de décroissance, mais non imposée de l'extérieur comme elle le serait dans la perspective d'une déplétion – la raréfaction et l'augmentation du prix du pétrole allant de pair avec une récession économique. L'objectif des initiatives de transition est de créer les conditions pour que récession et catastrophe sociale ne soient plus aussi étroitement liées. Réaliser un tel objectif suppose un véritable changement culturel, une refondation de nos modes de vie. Et, en particulier pour les villes, une relocalisation de l'économie et un renforcement des liens sociaux.

Vers une résilience

Dans son *Manuel de transition*¹, Hopkins dessine la figure d'une société plus résiliente. Au plan économique, il imagine des échanges plus locaux, le développement d'entreprises familiales, de monnaies locales. Pour l'alimentation, il s'agit de créer des exploitations plus petites et polyvalentes, avec un accroissement de la main-d'œuvre allouée à l'agriculture et le développement du jardinage urbain. L'approvisionnement alimentaire est une des clés de la transition : la sécurité alimentaire serait considérée comme une priorité nationale, ce qui implique de relocaliser les stocks alimentaires. En matière d'énergie, l'objectif est de réduire la consommation de 50 %, les 50 % restant étant fournis par des énergies renouvelables, produites localement. De même, Hopkins appelle au développement des

1. Rob Hopkins, *Manuel de transition. De la dépendance au pétrole à la résilience locale*, Montréal, Écosociété, 2010.

Les 12 clés d'une ville en transition

Au fil de l'expérience et des difficultés rencontrées, les initiatives en transition ont élaboré une série d'outils pour la gestion de groupe, la sensibilisation, la psychologie... Chaque groupe utilise ou adapte cette méthodologie en 12 points. Cette méthode et les outils qui circulent dans le mouvement en transition en font un modèle opérationnel pour éviter d'en rester au niveau du discours utopique. Ils sont davantage tournés vers le processus de mise en place d'une alternative que vers l'idéologie. Les initiatives de transition se construisent pragmatiquement, en interconnexion avec la réalité de terrain, la dynamique du groupe, ses besoins, sa structure, les conditions locales...

- Première étape : fonder un groupe de pilotage. Sa dislocation est programmée pour éviter qu'un groupe ne s'approprie le projet ou ne le porte à lui seul.
- Sensibiliser la communauté locale à la problématique du pic de pétrole, mais aussi faire prendre conscience aux individus qu'ils peuvent être acteurs et ne pas les laisser sombrer dans un pessimisme impuissant. L'accent est mis sur les pratiques plutôt que sur le discours : il est plus mobilisant d'inviter les gens à voir un potager que de leur expliquer les problèmes alimentaires.
- Nouer des contacts avec d'autres associations, d'autres mouvements permet d'éviter les doublons et les pertes d'énergie, et au contraire de créer des synergies, d'identifier ce qui manque. Il s'agit d'impliquer la frange la plus large possible de la société civile : écoles, associations, mais aussi entreprises et pouvoirs publics. Le défi est de lutter contre le désintérêt et l'indifférence pour éviter de prêcher à un public de convertis. C'est dans la mise en réseaux que les bases du projet sont réellement posées.
- Vient alors le « grand lancement ». Lors d'un moment festif l'initiative est engagée officiellement.
- Le groupe pilote se scinde en sous-groupes qui travaillent sur les problématiques identifiées : alimentation, sensibilisation, éducation, relation avec les pouvoirs publics, transports...
- Chaque fois que c'est utile dans le processus, des forums ouverts sont lancés : des réunions autour d'un thème, sans ordre du jour, ni animateur, ni notes, afin de libérer la créativité de chacun.
- La mise en place d'initiatives concrètes et visibles doit être atteinte rapidement afin de ne pas en rester à des discussions stériles : groupes d'achat direct aux agriculteurs, potagers et vergers urbains, organisation de jardins partagés, création de guides sur l'alimentation durable... Mais aussi création de composts de quartier ; achat groupé de matériaux pour réduire la consommation ; ouverture de pistes cyclables, journée sans voiture...
- Les compétences mieux appropriées à une société sans pétrole font l'objet d'une réflexion. Il s'agit d'un apprentissage alternatif (les connaissances et les savoir-faire nécessaires à une société qui repose moins sur le pétrole) à travers une co-construction horizontale. Certaines initiatives mettent en place des réseaux d'échanges de savoir ou des services d'échanges locaux (Sel).

- Des liens sont créés avec les autorités locales, à la fois pour connaître leurs plans d'urbanisation et pour les impliquer dans le projet.
- La démarche demande d'honorer les anciens. Les personnes plus âgées, qui ont connu une organisation sociale bien moins dépendante du pétrole, peuvent partager leur expérience et transmettre des savoir-faire.
- Il faut savoir laisser les choses suivre leur cours en évitant d'établir des scénarios figés, qui risqueraient d'être démentis par la réalité future. Les choses se mettent en place quand les bonnes personnes sont réunies au bon moment, sans vouloir forcer le mouvement.
- Enfin, but ultime des villes en transition : élaborer un plan de descente énergétique, d'abord en sous-groupes pour chaque thématique puis par une mise en commun des différents plans. En partant d'un état des lieux on élabore une vision du futur où les émissions de CO₂ et la dépendance aux énergies fossiles sont diminuées. La diffusion de ce plan et des réalisations concrètes est importante pour leur visibilité et l'implication de la communauté.

transports en commun, de l'auto-partage et du vélo, au ralentissement du tourisme longue distance, à la réduction de l'étalement des villes. Enfin, il préconise l'augmentation de l'efficacité énergétique des logements et le développement des habitats groupés.

Si la résilience se traduit par une relocalisation, elle ne signifie pas pour autant un refus des échanges ni la volonté d'un retour à l'autarcie, mais plutôt une remise au centre du local. Cette tendance s'oppose à la globalisation qui pousse à déterritorialiser les activités économiques sous prétexte d'avantages comparatifs. La relocalisation est plus rationnelle au niveau énergétique : les longs voyages énergivores sont évités au maximum et, au besoin, le bateau ou le train, moins consommateurs d'énergie, sont privilégiés. La relocalisation est également plus rationnelle au niveau social, car elle permet de redynamiser l'économie locale par la création d'emplois.

L'exemple d'Overtornea, petite ville suédoise de 6 000 habitants, est édifiant. Violamment atteinte par la crise de 1980, sa situation semblait sans issue : 20 % de la population active au chômage, 25 % partant pour les grands centres urbains... Les autorités ont tenté d'y remédier en adoptant un type de développement sur le modèle des villes en transition. Résultat : en six ans, près de 200 entreprises et quelques milliers d'emplois ont été créés dans l'agriculture biologique, l'éco-tourisme, l'apiculture, la pisciculture... La démarche d'Overtornea présente l'avantage d'un traitement cohérent, fondé sur une vision de long terme, des différents problèmes auxquels la commune devait faire face. Cet exemple montre également qu'une requalification de la population est nécessaire : les citoyens doivent réapprendre à cultiver, être capables de réparer les objets...

Certaines initiatives de transition vont jusqu'à mettre en place une monnaie propre. La monnaie courante ne disparaît pas, mais les deux monnaies devien-

ment complémentaires. Le but est d'éviter que les richesses produites localement soient absorbées par l'économie globale. La monnaie locale permet de diminuer la dépendance au système financier pour amortir les chocs en cas de crise. Les entreprises locales peuvent payer une partie des salaires dans cette monnaie qui est acceptée par les commerces. Les producteurs et fournisseurs locaux qui y adhèrent sont privilégiés : cela redynamise l'économie locale.

Agir ensemble

Les réalisations les plus fréquentes des villes en transition touchent à l'agriculture et au jardinage. Or, si le raccourcissement des circuits de distribution permet d'absorber une hausse du prix du pétrole et d'assurer l'approvisionnement des villes, on peut douter que les potagers urbains suffisent à nourrir la population urbaine. Mais leur intérêt est ailleurs : ils permettent aux participants de jardiner ensemble, de créer des liens, d'échanger des savoirs, de s'entraider².

La tendance sociale va dans le sens d'une atomisation de l'individu, souvent enfermé dans le rôle de consommateur. Les réponses à des besoins essentiels, de sécurité, d'autonomie, de reconnaissance... sont cherchées aujourd'hui dans la consommation. Pourtant, la préparation à la déplétion du pétrole passe par sa réduction. Il faut donc trouver d'autres biais pour satisfaire nos besoins, et une voie alternative est offerte grâce à la création de solidarités. Les initiatives en transition participent au tissage de liens communautaires, les participants apprennent à compter les uns sur les autres plutôt que sur leur portefeuille. D'un système économique qui instrumentalise les rapports sociaux, on passe à un système économique où la relation devient centrale.

« Le corps et l'âme »³

S'impliquer dans une initiative de transition suppose d'être prêt à changer son mode de vie et de pensée, de prendre conscience qu'il a été façonné par une civilisation consommatrice d'énergie fossile, pour le remettre en question et éventuellement identifier les obstacles intérieurs au changement.

Ainsi, ne plus s'en remettre à de futures solutions technologiques pour pallier entièrement la pénurie énergétique. Cette perspective s'oppose à une foi dans le progrès très ancrée dans les sociétés industrielles. De même, privilégier la relocalisation va à l'encontre de nos conceptions d'un monde où la vitesse abolit les distances et le temps – engendrant une société de l'immédiat. La difficulté à anticiper n'est pas le propre des citoyens, elle concerne aussi les pouvoirs publics

2. Cf. Xavier Leroy, *Potagers collectifs : un panier de cultures...*, Centre Avec, juin 2011.

3. Nom porté par certains sous-groupes thématiques d'initiatives de transition.

dont l'agenda politique est rythmé par les échéances électorales. Ces échéances paralysent la prise de mesures de long terme dont la mise en œuvre nécessiterait des sacrifices dans le présent. La gestion du marché du pétrole est aussi laissée à la main invisible : une entité désincarnée bien incapable d'anticipation.

La culture de consommation nous fait aussi confondre l'être et l'avoir. Mais à tous ces obstacles bien ancrés dans nos imaginaires, s'ajoute désormais un sentiment d'impuissance face à des centres de décision de plus en plus éloignés et mal identifiables. Dès lors, nous perdons nos capacités de rêver une organisation sociale différente et de nous battre pour l'obtenir.

Il est extrêmement difficile de nous défaire de nos réflexes de consommateurs pour expérimenter un mode de vie plus frugal, des modes de pensée moins structurés par la vitesse et le progrès, une conception de la richesse plus humaine qu'économique. Toutes les technologies auxquelles nous avons accès aujourd'hui sont la preuve de la créativité humaine et de sa capacité à réaliser ses rêves. Mais cette créativité peut être mise au service de la fondation d'une société alternative. Celle-ci suppose de reprendre un contrôle sur sa vie, sur son environnement, de ne plus être un consommateur passif, mais de redevenir acteur de sa vie. C'est un processus qui prend du temps. Il représente une révolution silencieuse, la partie immergée des réalisations des initiatives en transition.

Face aux résistances intérieures au changement, le mouvement propose plusieurs outils. Ainsi le café citoyen. Les participants forment des petits groupes autour de thèmes précis : l'alimentation, le transport, les politiques publiques... et sont invités à réfléchir à des solutions en cas de pénurie du pétrole. Cet appel à l'expressivité amène chacun à trouver ses propres arguments pour changer ses modes de vie. Car un changement intérieur, pour qu'il soit réel, profond et dynamique, ne saurait être imposé de l'extérieur.

Une autre clé est dans le développement d'une vision positive de l'avenir, de la convivialité, du côté festif d'un mouvement qui donne envie d'y participer. Les initiatives de transition sont soucieuses de ne pas tomber dans un discours pessimiste ou culpabilisant. L'enjeu est de sortir d'une logique de la peur en créant un récit, qui dépeint de la façon la plus détaillée possible un futur possible. Les réalisations concrètes : potager, compost, réseaux d'échanges... participent à l'élaboration de cette vision. Ce sont des lieux où se développent l'entraide et la convivialité et ces réalisations sont la preuve qu'autre chose est possible. Elles ôtent à la logique de consommation le monopole du réel et montrent comment une réalité différente peut être aussi, sinon plus, épanouissante. Les citoyens qui y participent se donnent un cadre alternatif dans lequel inscrire leur vie quotidienne et lui apporter un nouveau sens : vivre dans le respect de valeurs écologiques et sociales dans une perspective de bien commun assuré par une société plus durable.